

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1926

Artikel: Les jeunes adultes boudent les urnes
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025812>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Eveline Widmer-Schlumpf n'a rien à se reprocher question combativité devant les Chambres fédérales où elle n'a aucun ancien collègue et devant lesquelles elle ne craint pas de se comporter en conseillère exécutive pure et dure. Cette inhabituelle détermination a éveillé les soupçons des sénateurs qui ont «boqué» au moment

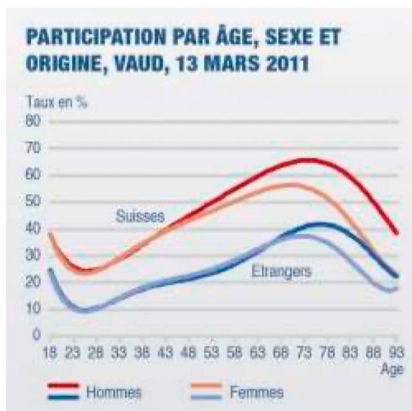
d'approuver formellement la convention de double imposition avec les Etats-Unis, prototype de neuf autres accords. Ce recul de dernière heure empêche *de facto* le Conseil national de traiter cette importante affaire avant la fin de la présente session, la dernière de la législature. De quoi raviver les appétits outre Atlantique nord et faire encore

monter des enchères en matière de lutte contre l'évasion fiscale.

La liste des votations finales agendées pour le 30 septembre se raccourcit doucement, au gré des batailles reportées et des décisions différées aux saisons post-électorales.

Les jeunes adultes boudent les urnes

Albert Tille • 21 septembre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18577>



Une analyse de la participation aux élections vaudoises

A trente ans, hommes et femmes ne votent guère. Passé l'attrait de la nouveauté après l'octroi du droit de vote à 18 ans, les jeunes désertent les urnes. L'intérêt pour la chose publique reprend progressivement avec l'âge.

La tendance est connue. Le service vaudois de statistique (SCRIS⁵) en apporte une nouvelle preuve chiffrée en analysant le premier tour des élections cantonales de mars 2011 (revue *Numerus* 4/2011).

Le taux de participation des

électeurs atteint modestement 39%.

C'est une moyenne qui cache de très importantes différences selon l'âge, le sexe et la nationalité (suisse ou étrangère). Premier enseignement, l'ardeur citoyenne varie fortement avec l'âge. Ainsi, pour l'écart le plus spectaculaire, la participation est de 24% pour un homme suisse entre 25 et 30 ans et de 67% pour un septuagénaire. Le sexe joue également un rôle, mais nettement moins important que l'âge. La fréquence du vote est pratiquement la même pour les hommes et les femmes jusqu'à la cinquantaine. Puis les femmes décrochent plus facilement.

Second enseignement de l'analyse statistique, les étrangers votent moins qu'il y a 5 ans. Leur participation s'élevait à 27% aux élections communales de 2006 et seulement à 23 % en mars passé. En revanche, la participation des Suisses est

restée stable à 43% pour ces deux élections. Le SCRIS suggère quelques explications. En 2006, les étrangers exerçaient pour la première fois les droits politiques que leur octroyait la Constitution de 2003. L'attrait de la nouveauté serait tombé. Autre raison possible: le faible nombre des candidats étrangers élus en 2006 aurait déçu.

L'étude statistique des élections de mars 2011 introduit encore un autre critère: la taille des communes. Le taux moyen de participation est de 39%. Il atteint 52% dans les petites localités inférieures à 1000 habitants et 34 % dans les villes de plus de 10'000 habitants. Cet écart de 18 points est très important.

L'influence de l'âge, du sexe et de la nationalité relevée pour les communales de mars 2011 est une tendance que l'on retrouve dans la plupart des consultations. En revanche, le critère de la taille des

communes est probablement plus important dans une élection communale que dans

un autre scrutin. Dans les petites communes, on vote pour choisir des candidats

connus de chacun.

Réduire la trop inégale répartition des richesses pour combattre la crise

Jean-Daniel Delley • 26 septembre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18614>

Comment le capitalisme est en train de s'autodétruire

Les entreprises américaines disposent d'un cash flow de 2000 (deux mille) milliards de dollars. Les firmes cotées en bourse engrangent des bénéfices record. Et leurs dirigeants ont retrouvé les bonus d'avant la crise financière de 2008-2009. Dans le même temps, les caisses publiques sont au régime sec, le chômage persiste ou croît et le revenu disponible des salariés stagne quand il ne baisse pas.

Pour comprendre ce paradoxe, il faut relire le petit ouvrage de Patrick Artus et Marie-Paule Virard, paru en 2005 déjà (*DP* 1749²). Le capitalisme actuel, obsédé par le profit à court terme, n'a plus de projets, n'investit plus pour préparer l'avenir: il est en voie de s'autodétruire.

Ce diagnostic commence à faire des adeptes jusque dans les rangs libéraux. Dans un remarquable article sur la crise économique et financière (*Das Magazin* 34/2011), le journaliste Daniel Binswanger cite un gourou américain³ de la finance qui confie au *Wall Street Journal* que Marx avait

raison, le capitalisme est en train de s'autodétruire. Il mentionne également les interrogations de Charles Moore⁴, un thuriféraire et biographe de Margaret Thatcher, qui se demande si la gauche n'a pas finalement raison. Et le constat de Frank Schirmacher, coéditeur de la très bourgeoise *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, pour qui les principes mêmes du libéralisme – liberté, autonomie et autodétermination – sont trahis par le capitalisme.

Binswanger rappelle que les Trente glorieuses de l'après-guerre ont sévèrement démenti la prévision marxienne de la paupérisation des salariés. Les revenus de ces derniers ont au contraire fortement progressé et rendu possible la consommation de masse. Mais une nouvelle ère s'est ouverte, celle de la déréglementation, tout d'abord dans les années 80 dans les pays anglo-saxons, puis une décennie plus tard en Europe continentale.

Alors que la croissance économique continue de créer de la richesse, une pression à la baisse s'exerce sur les revenus les plus bas et ceux de

la classe moyenne stagnent, voire même diminuent. Le déséquilibre de la répartition de la richesse entre le capital et le travail et entre les bas et les hauts salaires s'accroît. Pour la *doxa* néolibérale, ce déséquilibre n'est que temporaire; cette concentration de la richesse doit finalement profiter à tous par le biais des investissements et de la création d'emplois. La réalité n'a pas confirmé cette théorie. L'oligarchie financière, obnubilée par les gains à court terme, a couru de bulle en bulle spéculative. Sa répulsion à l'égard des interventions publiques ne l'empêche pas de solliciter l'aide de l'Etat en cas de besoin. Et de repartir aussitôt dans sa stratégie de casino.

Les Etats ont cru s'en tirer en jouant le jeu de la sous-enchère fiscale pour attirer les entreprises et les contribuables aisés. Au final ils accumulent les déficits – il faut bien amortir socialement les échecs du marché – et les dettes. Et ils appliquent des politiques d'austérité qui ne font qu'aggraver le mal.

Si le creusement des inégalités de revenu traduit l'échec d'un